

Sécurité des biens et des personnes (fiche nationale)

RNCP41936 · RNCP · Publiée

L'essentiel

Niveau de qualification	Niveau 6
Sigle	Licence Professionnelle — Licence professionnelle
Code(s) NSF	334
Formacode(s)	42822, 42803
Code(s) ROME	K1702, K2502, K1704
Type d'enregistrement	Enregistrement de droit
Date d'échéance	28/02/2031

Certificateur(s)

MINISTERE DE L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET DE LA RECHERCHE · SIRET : 11004401300040

UNIVERSITE DE LILLE · SIRET : 13002975400012

UNIVERSITE AMIENS PICARDIE JULES VERNE · SIRET : 19801344300017

UNIVERSITE PARIS CITE · SIRET : 13002573700011

INSTITUT NATIONAL UNIVERSITAIRE JEAN-FRANCOIS CHAMPOLLION · SIRET : 19811201300018

UNIVERSITE DE ROUEN NORMANDIE · SIRET : 19761904200017

UNIVERSITE DE POITIERS · SIRET : 19860856400375

AVIGNON UNIVERSITE · SIRET : 19840685200204

UNIVERSITE PARIS-PANTHEON-ASSAS · SIRET : 13002995200012

UNIVERSITE DE TECHNOLOGIE DE TROYES (UTT) · SIRET : 19101060200032

Partenaires habilités

3 organismes habilités, d'après la liste publiée par France compétences : 1 à former et organiser l'évaluation et 2 à former.

Organisme	SIRET	Habilitation
ASSAS EXECUTIVE EDUCATION	93506081400016	Former et organiser l'évaluation
FORMASUP NORD-PAS DE CALAIS	42813525500050	Former
ORGANISME DE GESTION DE L'APPRENTISSAGE DANS L'ENSEIGNEMENT SUPERIEUR	13001762700014	Former

Résumé de la certification

OBJECTIFS ET CONTEXTE

La licence professionnelle est un diplôme national de l'enseignement supérieur qui confère à son titulaire le grade de licence. Elle confère les mêmes droits à tous ses titulaires, quel que soit l'établissement qui l'a délivrée.

La licence professionnelle poursuit un objectif d'insertion professionnelle et elle est organisée pour favoriser la formation tout au long de la vie.

La licence professionnelle favorise la personnalisation des parcours de formation et offre des dispositifs

d'accompagnement pédagogique, en tenant compte de la diversité et des spécificités des publics accueillis en formation initiale et en formation continue.

La licence professionnelle "Sécurité des biens et des personnes" permet d'acquérir des compétences dans les domaines de l'analyse, la prévention des risques, la gestion de crise et les secours aux personnes. Elle forme également au management d'équipe, favorisant ainsi l'insertion professionnelle des diplômés dans des secteurs variés.

ACTIVITÉS VISÉES

- Évaluation de situations, des risques et des besoins en protection, surveillance et proposition de solutions adaptées à la situation
- Élaboration et mise à jour de plans de prévention, et de sécurité
- Organisation et contrôle des interventions de sécurité, des mises en sécurité de site et des exercices
- Contrôle de l'application des règles et des consignes de sécurité
- Établissement de rapports d'audit, d'actes de procédures, et des actions de sécurité et d'ordre public
- Collaboration et information auprès des autorités de contrôle (préfecture et police) sur les risques d'insécurité civile constatés au cours de leur mission
- Encadrement opérationnel d'un service de sécurité
- Participation aux projets territoriaux de sécurité urbaine dans le cadre de la politique de la ville
- Mise en œuvre de technologies de sûreté pour superviser le signalement des désordres ou dégradations
- Contrôle des équipements réglementés et non réglementés des agents
- Contrôle de la conformité des règles relatives aux établissements recevant du public
- Contrôle de l'effectivité de la maintenance des installations et des équipements
- Pilotage de l'activité des personnels et des structures intervenantes en situation d'anticipation et de gestion de crise
- Recherche d'informations et de renseignements destinés à des tiers en vue de la défense de leurs intérêts

COMPÉTENCES ATTESTÉES

Compétences transversales

- Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe
- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique
- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère
- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs
- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

Compétences spécifiques

- Identifier et évaluer les risques d'une situation
- Sélectionner les moyens d'action appropriés et les déployer sur le terrain
- Déterminer le cadre juridique adéquat afin d'assurer/d'exercer l'activité de -surveillance et de contrôle dans le respect de la réglementation
- Formaliser par écrit des audits de sécurité périodiques et les restituer en adaptant sa communication en fonction des interlocuteurs
- Rédiger des plans de prévention et proposer une réponse opérationnelle (suite aux constats d'audit...)
- Assurer une veille réglementaire dans le domaine de la prévention et de la sécurité
- Établir des documents administratifs ou des rapports susceptibles d'être produits en justice dans les règles formelles et substantielles attendues
- Coordonner des équipes pour déployer un plan d'action visant à sécuriser les biens et les personnes

- Encadrer un service de sécurité ou un cabinet d'enquête (gestion des personnels, conflits internes...) en intégrant les situations de handicap
- Assurer la coopération entre les différents acteurs privés ou publics dans le domaine de la sécurité
- Identifier les bons interlocuteurs afin d'activer les cellules de crise
- Superviser les personnels dans le cadre d'une crise
- Assurer et organiser la formation continue des personnels dans le domaine de la sécurité
- Concevoir un système de management qualité, sécurité, environnement adapté à l'organisation (un service de sécurité ou un cabinet d'enquête)

Dans certains établissements, d'autres compétences spécifiques peuvent permettre de décliner, préciser ou compléter celles proposées dans le cadre de la mention au niveau national. Pour en savoir plus se reporter au site de l'établissement.

Blocs de compétences

RNCP41936BC01 — Utiliser les outils numériques de référence

LISTE DE COMPÉTENCES

Utiliser les outils numériques de référence et les règles de sécurité informatique pour acquérir, traiter, produire et diffuser de l'information ainsi que pour collaborer en interne et en externe

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC02 — Exploiter des données à des fins d'analyse

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et sélectionner avec esprit critique diverses ressources dans son domaine de spécialité pour documenter un sujet
- Analyser et synthétiser des données en vue de leur exploitation
- Développer une argumentation avec esprit critique

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC03 — S'exprimer et communiquer à l'oral, à l'écrit, et dans au moins une langue étrangère

LISTE DE COMPÉTENCES

- Se servir aisément des différents registres d'expression écrite et orale de la langue française
- Communiquer par oral et par écrit, de façon claire et non ambiguë, dans au moins une langue étrangère

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC04 — Se positionner vis à vis d'un champ professionnel

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et situer les champs professionnels potentiellement en relation avec les acquis de la mention ainsi que les parcours possibles pour y accéder
- Caractériser et valoriser son identité, ses compétences et son projet professionnel en fonction d'un contexte
- Identifier le processus de production, de diffusion et de valorisation des savoirs

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC05 — Agir en responsabilité au sein d'une organisation professionnelle

LISTE DE COMPÉTENCES

- Situer son rôle et sa mission au sein d'une organisation pour s'adapter et prendre des initiatives
- Travailler en équipe et en réseau ainsi qu'en autonomie et responsabilité au service d'un projet
- Analyser ses actions en situation professionnelle, s'autoévaluer pour améliorer sa pratique
- Respecter les principes d'éthique, de déontologie et de responsabilité sociale et environnementale
- Prendre en compte la problématique du handicap et de l'accessibilité dans chacune de ses actions professionnelles

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC06 — Assurer une activité de surveillance et de contrôle selon le respect des normes et réglementations en vigueur

LISTE DE COMPÉTENCES

- Identifier et évaluer les risques d'une situation
- Sélectionner les moyens d'action appropriés et les déployer sur le terrain
- Déterminer le cadre juridique adéquat afin d'assurer/d'exercer l'activité de -surveillance et de contrôle dans le respect de la réglementation

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC07 — Concevoir des plans ou rapports dans le domaine de la prévention et de la sécurité.

LISTE DE COMPÉTENCES

- Formaliser par écrit des audits de sécurité périodiques et les restituer en adaptant sa communication en fonction des interlocuteurs
- Rédiger des plans de prévention et proposer une réponse opérationnelle (suite aux constats d'audit...)
- Assurer une veille réglementaire dans le domaine de la prévention et de la sécurité
- Établir des documents administratifs ou des rapports susceptibles d'être produits en justice dans les règles formelles et substantielles attendues

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

RNCP41936BC08 — Manager les personnels et services de sécurité

LISTE DE COMPÉTENCES

- Coordonner des équipes pour déployer un plan d'action visant à sécuriser les biens et les personnes
- Encadrer un service de sécurité ou un cabinet d'enquête (gestion des personnels, conflits internes...) en intégrant les situations de handicap
- Assurer la coopération entre les différents acteurs privés ou publics dans le domaine de la sécurité
- Identifier les bons interlocuteurs afin d'activer les cellules de crise
- Superviser les personnels dans le cadre d'une crise
- Assurer et organiser la formation continue des personnels dans le domaine de la sécurité
- Concevoir un système de management qualité, sécurité, environnement adapté à l'organisation (un service de sécurité ou un cabinet d'enquête)

MODALITÉS D'ÉVALUATION

Chaque certificateur accrédité met en œuvre les modalités qu'il juge adaptées : rendu de travaux, mise en situation, évaluation de projet, etc.

Ces modalités d'évaluation peuvent être adaptées en fonction de la voie d'accès à la certification.

Secteur d'activité et type d'emploi

SECTEURS D'ACTIVITÉS

- N-80 : Enquêtes et sécurité
- N-80.1 : Activités de sécurité privée
- N-80.2 : Activités liées aux systèmes de sécurité
- N-80.3 : Activités d'enquête
- O-84.24 : Activités d'ordre public et de sécurité
- O-84.25 : Services du feu et de secours
- M-71.20B : Services de contrôles et analyses techniques
- M-74 : Autres activités spécialisées, scientifiques et techniques (conseil et audit en gestion des risques)

TYPE D'EMPLOIS ACCESSIBLES

Emplois ne nécessitant pas d'agrément spécifique :

- Chargé de prévention
- Responsable de services généraux et maintenance
- Responsable opérationnel chargé de la gestion d'établissement recevant du public

Emplois nécessitant l'obtention d'un agrément dirigeant délivré par le Conseil national des activités privées de sécurité (CNAPS) :

- Responsable sécurité
- Responsable d'un service interne de sécurité
- Agent de recherches privées (détective privé) (décret du 18 février 2022)
- Directeur d'agences de recherches privées (décret du 18 février 2022)

Sous réserve de réussite au concours d'officier, les diplômés pourront accéder à des postes de lieutenant des forces armées.

Sous réserve de réussite au concours d'officier, les diplômés pourront accéder à des postes d'officiers de Police.

Sous réserve de réussite au concours d'officier de sapeur-pompier professionnel, les diplômés pourront accéder à des postes de lieutenant ou capitaine de sapeur-pompier professionnel.

RÈGLEMENTATIONS D'ACTIVITÉ

Cette licence permet, selon le parcours suivi, la délivrance de l'Agrément dirigeant sous réserve d'un casier judiciaire exempt de toute mention contradictoire et une carte professionnelle valable 5 ans (ou un agrément pour les directeurs d'enquêtes privées), délivrée par le CNAPS (Conseil National des Activités Privées de Sécurité) - (Titre II : Activités des agences de recherches privées, articles L621-1 à L624-14 du Code de la sécurité intérieure).

Décret n° 2022-209 du 18 février 2022 relatif aux conditions d'exercice des activités privées de sécurité.

Marché du travail

Indicateurs au niveau des familles professionnelles (FAP) des métiers visés, agrégés au niveau national — France Travail / DARES (open data).

Tension de recrutement (DARES 2024)	Élevée (4/5)
Facteurs principaux	Non-attractivité salariale, Intensité d'embauche, Inadéquation géographique
Salaire médian (mensuel)	1 700 €
Familles professionnelles (FAP)	T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance · tension 4/5 (Élevée)
Projets de recrutement (BMO 2026)	24 576
Jugés difficiles à recruter	48 %
Emplois saisonniers	23 %
Familles professionnelles (FAP)	T3X61 — Agents de sécurité et de surveillance

Voies d'accès

MODALITÉS D'ACCÈS

Formation initiale, Formation continue, Apprentissage, Contrat de professionnalisation, VAE

COMPOSITION DU JURY — FORMATION INITIALE, FORMATION CONTINUE, APPRENTISSAGE, CONTRAT DE PROFESSIONNALISATION

Leur composition comprend :

- une moitié d'enseignants-chercheurs, d'enseignants ou de chercheurs participant à la formation
- des professionnels qualifiés ayant contribué aux enseignements
- des professionnels qualifiés n'ayant pas contribué aux enseignements

COMPOSITION DU JURY — VAE

Leur composition comprend au moins deux personnes, dont au moins une personne qualifiée au titre de la certification visée.

Un président ou un responsable de jury est désigné parmi ses membres.

Les membres du jury ne doivent entretenir ou avoir entretenu aucune relation professionnelle ou personnelle avec le candidat, ni avoir accompagné le candidat dans sa démarche de validation des acquis de l'expérience.

Financement en alternance (NPEC)

Niveau de prise en charge d'un contrat d'apprentissage par les OPCO, fixé par France compétences par branche professionnelle (CPNE).

Prise en charge usuelle	8 230 €
Selon la branche	5 900 € – 8 970 €
Prise en charge	Branches concernées
8 230 €	Valeur par défaut · 189 branches
8 970 €	CPNE Boulangerie-pâtisserie industrielles, CPNE Branche Caisse d'Epargne, CPNE de l'ingénierie, des services informatiques et du conseil, CPNE de la branche Banque Populaire, CPNE des Télécoms
6 000 €	CNPE de la Plasturgie et des Composites, CPNEF inter-secteurs papier carton, CPNEFP Carrières et matériaux, CPNEFP de la métallurgie
8 400 €	CPNEFP de la blanchisserie, laverie, location de linge, nettoyage à sec, pressing et teinturerie
8 397 €	CPNEFP dans les établissements d'enseignement privés sous contrat
8 160 €	CPNE de la branche de l'hospitalisation privée à statut commercial et du thermalisme
8 000 €	CPNE chimie
7 560 €	CPNE Travail Temporaire
7 500 €	CPNE des industries de santé (CPNEIS)
5 900 €	CPNE Banque

Base légale

Date d'échéance de l'enregistrement	28/02/2031
Date de dernière délivrance possible	28/02/2035

Liens avec d'autres certifications

ANCIENNES VERSIONS

RNCP40475

Pour plus d'informations

LIEN VERS LE DESCRIPTIF

<https://univ-avignon.fr/>

<https://www.univ-jfc.fr/>

<https://www.u-picardie.fr/>

<https://www.univ-lille.fr/>

<https://www.univ-poitiers.fr/>

<https://www.univ-rouen.fr/>

<https://www.utt.fr/>

<https://u-paris.fr/>

<http://www.assas-universite.fr/>

Données en open data : Insertion professionnelle des diplômés

Fiche officielle (France Compétences)

<https://www.francecompetences.fr/recherche/rncp/41936/>

Où se former

Formations référencées	9
Organismes	6
Régions couvertes	4
Prix indicatif	1 500 € – 9 600 €
Durée	450 – 1125 h

Offre de formation — MonCompteFormation (Caisse des Dépôts), licence ouverte.

Se former en apprentissage

Formations en apprentissage	2
Organismes gestionnaires (CFA)	2
Organismes formateurs	2
Régions couvertes	2
Départements couverts	2
Organismes certifiés Qualiopi	2
Sessions	de 09/2026 à 09/2028

Catalogue des formations en apprentissage — réseau des Carif-Oref. Sans frais pour l'alternant : formation financée par l'OPCO de la branche (NPEC).

Entrées et sorties de formation

Entrées en formation	5
Parcours menés à terme	0
Taux d'achèvement	0 %
Période	09/2026

Entrées et sorties — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.

Demande CPF — formations engagées

Dossiers CPF engagés	14
Montant total engagé	49 750 €
Coût moyen par dossier	3 554 €
Durée moyenne	297 h
Période	06/2026 – 09/2026
France compétences	71 %
Reste à charge titulaire	22 %
France Travail	5 %
Entreprise	1 %
Compte d'engagement citoyen	1 %

Formations engagées via le CPF — Caisse des Dépôts (open data), tous organismes confondus.